

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 156 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2898 - Prix : 1€



**Attal : à l'attaque
contre les
travailleurs**

Page 3

**Les travailleurs de
Run dekoup en lutte**

Page 7

**Mayotte
Déchainement xénophobe**

Pages 11 et 12

La grève, c'est l'arme de tous les travailleurs

La grève des contrôleurs de la SNCF, le week-end dernier, a entraîné une poussée de fièvre anti-ouvrière : les laquais de la bourgeoisie, qui applaudissent aux superprofits et trouvent normal que les actionnaires encaissent des dividendes en hausse de 20 ou 30 % par an, se sont déchainés contre les soi-disant « *cheminots privilégiés* ».

En première ligne, il y avait les sénateurs de droite. Ces messieurs viennent de se voter une augmentation de 700 € de leurs frais de mandat, lesquels passeront de 5 900 à 6 600 € mensuels, car, expliquent-ils, l'inflation et les JO font augmenter les nuitées d'hôtel. Cela ne les a pas empêchés de calomnier les contrôleurs qui, à les entendre, « *n'avaient pas à se plaindre* » !²

Ne leur en déplaise, les contrôleurs ne se « *plaignent* » pas, ils se battent, et ils savent pourquoi : 500 € par mois sur la prime de travail, des mesures d'aménagement pour ceux qui approchent de la retraite et des embauches pour qu'il y ait deux contrôleurs dans tous les TGV.

Comme n'importe quel travailleur, les contrôleurs de la SNCF veulent que leurs conditions de travail et leurs salaires ne reculent pas. Politiciens et médias ont tenté de dresser les usagers contre les cheminots, mais cela n'a pas marché auprès de bien des travailleurs, précisément parce que ces revendications font écho à celles de l'ensemble du monde du travail.

La flambée des prix que nous subissons est bien supérieure à l'inflation de 5 % officiellement annoncée. Quel est l'ouvrier, l'employé, la caissière, le technicien, l'aide à domicile satisfait de son salaire ? Cela fait des années que les suppressions d'emplois se succèdent. Alors, qui n'a pas de revendication concernant les effectifs et les conditions de travail ?

Les politiciens ont fait mine de se soucier des vacances des travailleurs, alors qu'ils sont, avec le grand patronat, les premiers à nous les pourrir en faisant reculer nos droits et notre pouvoir d'achat.

Si quelques familles ont été privées de ski, n'oublions pas que des millions d'autres n'ont jamais mis les pieds dans une station de sport d'hiver. Non pas faute de trains, mais parce qu'après avoir payé la facture d'électricité et le plein d'essence, il ne reste plus rien !

Revendiquer l'augmentation de son salaire de base, c'est-à-dire le salaire qui tombe tous les mois, qui assure un minimum quand on est malade et qui compte pour le calcul de la retraite, est une préoccupation commune à tous les travailleurs. Et il faut que cette augmentation soit indexée sur le niveau réel d'inflation que nous mesurons tous quand nous allons faire nos courses et devons payer toutes nos factures.

C'est un combat à mener, car même si les milliards pleuvent dans les caisses du grand patronat, celui-ci ne lâchera rien de notable sans y être contraint par les travailleurs mobilisés.

Ce combat démarre parfois dans un service ou un atelier au moment des négociations annuelles obligatoires qui mettent en lumière la rapacité patronale. Mais pour faire payer le grand patronat, il faut que l'action collective et la combativité s'élargissent et se répandent à tous les corps de métier et à tous les secteurs.

Les grèves de cheminots ont le don d'enrager les défenseurs du patronat parce qu'elles démontrent de façon spectaculaire le poids des travailleurs dans la société. Avec 70 % de grévistes dans les TGV, les contrôleurs ont désorganisé le trafic. C'est dire qu'ils sont indispensables à la bonne marche de la société ! Cela donne une idée de la force que représenteront tous les contingents de salariés quand ils entreront en lutte ensemble, entraînant, espérons-le, les petits agriculteurs, artisans et petits commerçants écrasés par le grand capital.

Il y aura toujours des parasites pour nous faire la leçon et nous expliquer, comme l'a doctement fait le Premier ministre, que « *les travailleurs ont le devoir de travailler* ». Merci Monsieur Attal, quand on appartient au monde du travail, on sait qu'on y est obligé !

Mais on sait aussi que le droit d'encaisser, c'est la bourgeoisie qui le détient, les grands actionnaires et le grand patronat, tel le patron de LVMH, Bernard Arnault qui a gagné, en 2023, l'équivalent d'un Smic toutes les 15 secondes.

Alors, vive les travailleurs qui se battent pour défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail ! Quelle que soit notre branche d'activité, notre lutte est légitime. Marchons la tête haute et luttons pour nos intérêts, avec l'objectif de généraliser le combat, parce que c'est en s'unissant que les travailleurs pourront véritablement inverser le rapport de forces avec le grand patronat.

Nathalie Arthaud

Attal : à l'attaque contre les travailleurs

Samedi 10 février, après que les agriculteurs aient démonté leurs barrières, Gabriel Attal a réuni son nouveau gouvernement et tracé la voie à suivre : une longue série d'attaques antiouvrières. Ainsi, 12 milliards d'euros d'économies sur le budget de l'État seront à trouver sur les budgets dits sociaux, suppression de l'ASS, baisse des allocations chômage, augmentation des franchises médicales, travail obligatoire pour les allocataires du RSA... En revanche, on ne touchera pas au budget de l'armée, ni à celui de la police.

L'autre façon d'économiser les deniers de l'État consisterait à augmenter le temps de travail et la productivité des agents des services publics. Attal s'y engage et son ministre de la Fonction publique,

Stanislas Guérini, enfonce le clou et promet de faciliter les licenciements d'agents de l'État et des collectivités territoriales. Cette démagogie anti fonctionnaires n'est pas seulement verbale. Elle se traduit en salaires bloqués et en conditions de travail dégradées pour les agents, particulièrement pour ceux qui occupent les emplois les plus pénibles, les moins payés et les plus indispensables, ceux à qui ces mêmes responsables politiques tressaient des couronnes pendant l'épidémie de Covid. Ils sont redevenus invisibles, considérés comme trop coûteux et seraient désormais licenciables. Cela se traduit aussi par des services publics dégradés et, là encore, c'est la partie la plus démunie de la population qui trinque.

Le Premier ministre a tout de même voulu annoncer une mesure positive, quelque chose qui ressemblerait à un progrès. Il a donc promis que, contrairement à l'été dernier, il n'y aurait plus l'été prochain de zones entières privées de médecins, de services d'urgences et de maternités. Chaque département sera doté d'un SAS, un Service d'accès aux soins. En réalité, on pourra seulement appeler le 15 et attendre le temps qu'il faut pour s'entendre dire, par exemple, que le service d'urgence le plus proche est à 50 kilomètres et ferme à 20 heures...

Le distributeur gouvernemental de mauvais coups et de promesses bidon, en revanche, ne ferme jamais.

Le capitalisme, c'est marche ou crève, c'est pourquoi il faut s'en débarrasser !

En 2022, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (la CNAM) a recensé 738 morts au travail, soit deux par jour, en hausse de 14 % par rapport à l'année 2021, et ce chiffre ne comprend pas des secteurs entiers comme l'agriculture (151 morts selon la Mutualité Sociale Agricole, ni les marins pêcheurs, ni les auto entrepreneurs, ni la fonction publique. Il s'agit bien d'une véritable hécatombe parmi les travailleurs qui est totalement passée sous silence.

Pourquoi ? Parce qu'elle met directement en cause les conditions indignes dans lesquelles des milliers de travailleurs doivent effectuer leur production. Et ce n'est pas un hasard si on trouve les chiffres de décès au travail les plus élevés parmi les ouvriers (qui ont 5 fois plus de risque de perdre leur vie au travail que les cadres!) et dans les secteurs les plus pénibles tels le bâtiment, l'agriculture, la sylviculture, la pêche, le travail du bois et les transports-entrepôt où les patrons,

pour atteindre leurs objectifs de profits maximum, n'hésitent pas à économiser même sur les mesures élémentaires de sécurité.

Mourir au travail n'a rien d'une fatalité. On remarque d'ailleurs que, là où les travailleurs se sont mobilisés pour faire respecter la sécurité, les chiffres des décès et accidents de travail baissent fortement.

Mais avec l'aggravation de la

crise générale du système capitaliste et la guerre que se mènent entre eux tous les patrons, la sécurité des travailleurs est reléguée en fin de liste de leurs préoccupations. C'est pourquoi les travailleurs, s'ils veulent échapper à la mort au travail, devons nous débarrasser de ce système qui, pour se survivre, est prêt à leur faire prendre ce risque inconsidéré !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 23 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 24 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 25 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 9 MARS de 8H30 à 10H00

TotalEnergies : 100 ans d'exploitation des peuples

TotalEnergies annonce 20 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. L'entreprise enchaîne ainsi les records ces dernières années, même si les investisseurs en attendaient encore plus. Ce n'est pas la seule.

ExxonMobil, Chevron, BP, Shell et TotalEnergie, les cinq majors pétrolières, ont réalisé 110 milliards de dollars de bénéfices, ce qui équivaut au PIB de pays comme la Bulgarie ou l'Équateur.

TotalEnergies se glorifie de ses 100 ans d'histoire. Ce trust est en effet issu de la fusion de Total, ex-Compagnie française des pétroles (CFP) et d'Elf Aquitaine. La CFP fut créée par l'État en 1924 pour exploiter le pétrole en Irak, dans l'an-

cienn Empire ottoman qui venait d'être dépecé par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Le pétrole explique largement l'intérêt des grandes puissances pour cette région.

Quant à Elf, l'entreprise a été fondée par l'État français autour du pétrole africain. Elle faisait partie des réseaux maintenant connus de la Françafrique qui ont installé les dictatures d'une bonne partie de l'Afrique. Les intérêts pétroliers ont une lourde responsabilité dans la guerre du Biafra au Nigeria, avec 2 millions de morts (1967-1970), et dans celle du Congo Brazzaville (1997), avec 400 000 morts.

TotalEnergies a hérité de cet em-

pire et exploite 100 000 salariés dans 130 pays. En 2023, sa direction a annoncé des projets ou acquisitions en Namibie, au Suriname et au Brésil. La multinationale s'apprête à forer plus de 400 puits de pétrole en plein cœur d'un parc naturel en Ouganda. Plus de 100 000 personnes en Ouganda et en Tanzanie sont ainsi dépossédées de leurs terres, sur le passage de son oléoduc, et ne seront que bien peu indemnisées.

Ainsi, les 20 milliards de bénéfices de TotalEnergies sont le produit du sang des peuples et de la sueur des travailleurs dans le monde entier.

Constructions de logements insuffisantes et truffées de malfaçon

Livrée en octobre 2023, la résidence Karavel du quartier Duparc à Sainte-Marie, exploitée par le groupe réunionnais de HLM la SEMADER a vu une partie de son toit emportée par le passage du cyclone Belal le 15 janvier 2024.

Six locataires, des personnes âgées, occupant des logements situés au dernier étage, ont vu leurs toitures s'envoler en quelques instants, les laissant exposées aux pluies et vents violents, ainsi que leurs mobiliers, et bien sûr fortement traumatisés.

Des bris de verres ont aussi été propulsés jusqu'au rez de chaussée où se trouve une crèche.

Si les résidents sinistrés ont été relogés rapidement dans d'autres logements vacants de la résidence en attendant que les leurs soient réparés, ils ont été confrontés à des dirigeants de la SEMADER et d'OPALE fuyant leurs responsabilités et se renvoyant mutuellement la balle quand des comptes ont été demandés sur les contrôles qui auraient dû être faits avant la livraison de l'édifice.

La résidence Karavel n'est pas le seul bâtiment récent à présenter des malfaçons peu de temps après leur livraison.

Une autre résidence, nommée Flacourt, constituée de logements sociaux de la SIDR, sise dans un autre quartier de Sainte-Marie, la Découverte, a fait, il y a peu, les gros titres de la presse, une grande partie de ses occupants ayant dû la quitter pour cause de risque d'effondrement à peine quelques mois après sa livraison.

Des fissures larges comme une main sont apparues sur les murs porteurs nécessitant la pose de dizaines d'étais pour la consolider.

À La Réunion, des dizaines de milliers de familles sont demandeuses d'un logement. L'attente avant d'en obtenir un se mesure en années tant les pouvoirs publics se préoccupent peu de répondre à ce besoin essentiel de la population.

Mais ces logements, quand ils sont construits, le sont aux conditions des groupes capitalistes qui économisent sur tout : la qualité des matériaux de construction, les contrôles pendant la durée des chantiers et la qualification et les salaires des ouvriers. Tout cela se négocie en catimini avec les bailleurs sociaux lors des négociations de marchés sur la base du moins disant... avec le résultat que

l'on sait.

Aujourd'hui à La Réunion, selon la CNL, quelques 14 000 logements sociaux présentent des mal façons, tellement graves parfois qu'elles ne permettent même plus aux locataires de continuer à y vivre (ruissellement des eaux dans les logements, moisissures provoquant maladies de peaux et respiratoires, etc) et nécessitent même leur destruction comme à la résidence Herbert Spencer appartenant à la SEMADER au Port en septembre 2019.

Voilà un aspect de la course au profit et du mépris social que produit le système capitaliste.



Salariés agricoles : les ouvriers de la terre face aux patrons de l'agriculture

Parmi les mesures négociées entre la FNSEA et le gouvernement après le mouvement des agriculteurs en France, certaines concernent les salariés du secteur agricole, mais le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne sont pas en leur faveur : simplification du droit du travail et dérogations à la durée légale du travail, facilitation du travail saisonnier... Ce sont des cadeaux faits aux patrons de l'agriculture, dont certains ne sont vraiment pas à plaindre, mais aussi une incitation à maintenir les salaires très bas.

Beaucoup d'ouvriers agricoles ne gagnent guère plus que le smic pendant toute leur carrière. Bien des saisonniers sont soumis au régime des contrats Tesa (titre emploi simplifié agricole) : ils multiplient les CDD n'excédant pas trois mois, sans prime de précarité.

Sous prétexte de compétitivité, il est aussi question de reconnaître le secteur agricole comme un secteur

de « métiers en tension », notamment pour accorder des visas de travailleurs saisonniers à des étrangers, qui sont nombreux dans les vignes, l'arboriculture ou le maraîchage. Cela ne peut que fragiliser un peu plus ces travailleurs étrangers face à leurs patrons, alors qu'ils vivent déjà des situations d'exploitation féroce et dans des conditions de travail et d'hébergement indignes, qui font scandale régulièrement.

Ces conditions indignes ne concernent pas que les travailleurs étrangers. Les salariés employés pour les vendanges, la cueillette des légumes et des fruits, ainsi que les bergers, dénoncent les hébergements dans des caravanes ou des cabanes, le manque d'eau potable, d'électricité et de chauffage, de toilettes accessibles. Les ouvrières des champignonnières racontent des conditions de travail dignes des usines du 19^e siècle, avec par exemple l'interdiction d'aller aux

toilettes.

Pendant leur mouvement, les agriculteurs exploitants mettaient en avant leur rôle crucial dans la production de nourriture. Mais les salariés de ce secteur sont tout aussi indispensables. Alors que les chefs d'exploitation agricole sont environ 400 000, l'agriculture compte un million de salariés saisonniers qui effectuent un tiers du volume total du travail. Il faut leur ajouter 173 000 salariés agricoles permanents « non familiaux », un nombre en augmentation du fait de l'agrandissement de la taille des exploitations. Avec les 440 000 ouvriers de l'industrie agroalimentaire, ces travailleurs représentent une réelle force sociale. La lutte pour leurs intérêts en tant que travailleurs offrirait une tout autre perspective aux petits paysans que celle des capitalistes de la terre représentés par la FNSEA.

DANS LES ENTREPRISES

Chambre verte : les salariés ont vu rouge !



Plus d'un mois après son mouvement des 12 et 13 décembre, le personnel de la Chambre de l'agriculture de La Réunion, excédé que sa direction continue de le rouler « cari sous le riz » est à nouveau entré en grève le 5 février pour manifester sa colère et son inquiétude à propos de son avenir.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est l'annonce, courant janvier, d'un possible retard dans le versement de la paye du mois, faute de trésorerie suffisante !

À l'appel d'une intersyndicale, près de 90 agents se sont donnés rendez-vous, dans la cour du siège à Saint-Denis.

Le lundi, la direction qui a voulu

Suite page 6

rencontrer uniquement les délégués syndicaux s'est heurtée à la désapprobation des grévistes qui ont réclamé que celle-ci vienne s'expliquer devant eux tous.

Les grévistes pas satisfaits de ne pas avoir eu plus de garantie sur le financement des postes et l'augmentation de leurs salaires, ont voté la reconduction de la grève le lendemain à Saint-Pierre où travaillent habituellement la majorité des agents.

Une deuxième rencontre cette fois-ci entre les représentants syndicaux et le directeur général et son DRH ayant fait chou blanc, les grévistes se sont donnés rendez-vous à nouveau à Saint-Denis le lendemain, jour où le bureau se réunissait. Mais les membres du bureau ont dû quelque peu changer l'ordre du jour en y inscrivant...la grève des salariés !

La rencontre entre une délégation des grévistes et les membres du bureau a achoppé sur la principale de la revendication du personnel : l'application à la Chambre de La Réunion, de l'augmentation de salaire de 1,75 % décidée à Paris en juin 2023

pour l'ensemble des Chambres de France mais non appliquée à La Réunion. Le préfet ayant mis son veto sous prétexte que les salariés de La Réunion sont mieux payés que leurs collègues de l'hexagone !

En effet, Préfet et direction étaient prêts à lâcher cette misérable augmentation à la condition que le personnel accepte que la valeur de l'indice salarial soit ramenée ...au même niveau qu'au national !

Les syndicats ayant informé les grévistes de la tournure des négociations, ceux-ci ont fait irruption dans le bâtiment, devant la salle où se tenait la réunion du bureau, décidés à se faire entendre !

Les grévistes présents ont immédiatement voté la reconduite pour le lendemain.

En début de soirée, le président de la Chambre appelait alors à la rescousse la préfecture qui mandatait le directeur de la DAAF (direction de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt) pour venir négocier avec les grévistes.

Ce directeur et deux de ses acolytes servirent le même langage que

la direction de la Chambre sur la nécessité de retrouver une « Chambre sereine » financièrement ce qui passerait par une maîtrise de... la masse salariale !

Pour les grévistes il n'était dès lors pas question de lâcher prise ! Le représentant du préfet a fini par concéder l'augmentation de salaire sans baisse de la valeur de l'indice salarial !

Un protocole a été signé le lendemain, toujours sous la pression et le contrôle des grévistes qui ont obtenu de plus l'engagement d'une augmentation du remboursement des frais kilométriques, le paiement de deux jours de grève (les deux autres seront déduits des RTT ou des congés annuels).

Ces journées de mobilisation et de réflexion collective et solidaire montrent la voie pour fixer et défendre les revendications.

C'est avec cette conviction que les grévistes ont clôturé la grève autour de grillades dans la cour du siège de la Chambre...

SPL Estival : Stop à la dégradation des services de transport

Une conductrice de la SPL Estival s'est faite physiquement agresser sur le bus de ligne qui mène à Bras Fusil.

Depuis la mise en place du plan de redressement, les conditions de travail n'ont pas cessé de se dégrader : bus en panne, absence de climatiser, manque de chauffeur et baisse des salaires.

Pour pallier les pannes successives des bus, la direction n'a pas trouvé mieux que de mettre des bus trop petits sur des lignes très utilisées telles celles de Bras Fusil et de Quartier Français.

Même si rien ne peut justifier l'agression d'une travailleuse les mauvaises conditions subies par les voyageurs font monter les ten-

sions.

La Cirest est responsable de cette dégradation inacceptable du

service de transport public que subissent les travailleurs et les usagers.



OTAN

Alliances entre brigands

Lors d'un récent meeting électoral, Trump a laissé entendre que, s'il était élu président des États-Unis, il refuserait d'assurer la protection de pays membres de l'OTAN qui ne paieraient pas leur contribution financière. Cette déclaration provocante a indigné la presse internationale mais, au fond, elle met le doigt sur ce que sont les alliances militaires des pays impérialistes.

Le point de départ de la réaction de Trump sur le financement de l'OTAN est d'ailleurs un prétexte qui ne correspond pas à la réalité. Ce que chaque État membre doit verser comme contribution directe est une somme dérisoire, car il n'y a pas d'armée de l'OTAN mais juste une administration dont le budget s'élève à un peu plus de 3 milliards d'euros. Ce sont les États-Unis et l'Allemagne qui y contribuent le plus (16,2 % chacun), suivis de la Grande-Bretagne (11,2 %) puis de la France (10,4 %) et de l'Italie (8,7 %). Par

contre, depuis la création de l'OTAN, les États-Unis font pression pour que chaque pays membre ait un budget militaire équivalant à au moins 2 % de son PIB. Or, si beaucoup étaient en dessous de ce seuil jusqu'à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, ce n'est plus le cas. Tous les pays ont largement commencé à réarmer et, par exemple, dès 2024 le budget militaire de la France sera supérieur à 2 % du PIB. Alors, si jamais les États-Unis retiraient leur soutien à tel ou tel pays de l'OTAN, ce serait pour d'autres raisons qui n'auraient rien à voir avec ce qu'un Trump peut dire en campagne électorale.

L'OTAN n'a jamais été un club d'États se promettant assistance mutuelle quoi qu'il arrive, sous prétexte qu'ils représenteraient le camp de la liberté ou de la démocratie. Il s'est agi, dès sa fondation en 1949, d'une coalition militaire voulue d'abord par les États-Unis pour menacer l'URSS. Avec la guerre en Ukraine, deux pays

européens, qui jusque-là étaient restés en dehors, la Finlande et la Suède, ont rejoint l'OTAN, pour faire face à la Russie, mais aussi suite aux pressions américaines. Cela alors que, jusque-là, leurs populations étaient attachées à leur neutralité, espérant que celle-ci les maintiendrait en dehors de futurs conflits.

Les alliances comme l'OTAN annoncent bien plus de menaces contre les peuples qu'elles ne leur assurent une protection. C'est pour les populations la menace de devenir la chair à canon des futures guerres et, pour leurs territoires, d'en être le terrain. C'est ce qui s'est passé pour l'Ukraine qui, bien que non membre de l'OTAN, est devenue l'alliée des États-Unis et des puissances européennes, pour le plus grand malheur de sa population.

SÉNÉGAL

Un ami de la France assassine

Trois manifestants ont été tués par la police sénégalaise vendredi 9 février et des centaines d'autres arrêtés. Ils protestaient contre le report des élections présidentielles, initialement prévues le 25 février, annoncé par le président Macky Sall. Macky Sall espérait garantir le maintien de son clan au pouvoir en charcutant le calendrier électoral. Il avait longtemps fait planer le doute sur son intention de se présenter à un troisième mandat, avant de dire qu'il n'en ferait rien et de désigner comme dauphin son Pre-

mier ministre, Amadou Ba. Au préalable, il avait pris la précaution de débayer la voie devant celui-ci en faisant emprisonner et désigner comme inéligible son pire ennemi, Ousmane Sonko. Cependant, plus les élections s'approchaient et plus il devenait évident qu'Amadou Ba risquait fort de ne pas être élu. Pire encore, c'est le candidat désigné par Ousmane Sonko pour le remplacer qui semblait en position de l'emporter. En reportant le scrutin au 15 décembre, Macky Sall pensait se

donner largement le temps de manœuvrer pour écarter cette menace, mais il n'a réussi qu'à jeter la population dans la rue.

Macky Sall suscite à juste titre le rejet de la population pauvre. Il favorise outrageusement les classes riches des beaux quartiers alors que les travailleurs n'arrivent plus à se loger et voient leur niveau de vie régresser. La corruption gangrène son régime. Ainsi, en décembre dernier, la Cour des comptes a mis au jour un détournement de 10 millions d'euros sur les

Suite page 9

fonds destinés à la lutte contre le Covid.

Macky Sall est aussi totalement inféodé à l'impérialisme français. Le Sénégal qu'il dirige est un paradis pour ses trusts. Vinci, Total, Orange, Thales, Eiffage, et quasiment toutes les banques y font leurs affaires. L'armée française est présente dans sa base de Dakar, même si les effectifs devraient y être réduits.

Ousmane Sonko, pour sa part, dénonce cette corruption et cette mainmise de la France, et cela lui vaut

une grande popularité, en particulier dans la jeunesse. Cependant rien ne garantit que, s'il arrivait au pouvoir, le sort des travailleurs en serait changé. Le programme de son parti ne prévoit aucune participation de la population pauvre à la lutte contre les maux dont elle souffre, ce qui démontre qu'il s'en méfie.

Aujourd'hui, la situation au Sénégal inquiète tout ce qu'il y a de puissants dans la région et parmi les grandes puissances. Ce ne sont certes pas les cadavres et la répression qui

inquiètent les dirigeants africains, français ou américains, mais le fait que Macky Sall, par ses manœuvres à courte vue, ait provoqué l'irruption de la population pauvre sur la scène politique. Mais pour les travailleurs et les classes populaires, au contraire, ce peut être l'occasion de poser leurs problèmes sur la table et de se mobiliser pour commencer à les résoudre.

INDE

Campagne électorale et lutte de classe

Cet article est extrait du mensuel trotskyste *Workers' Fight* (Grande-Bretagne, UCI).

Le 22 janvier, le Premier ministre indien Narendra Modi a donné le coup d'envoi de la campagne de son parti, le BJP, pour les élections législatives d'avril-mai, en inaugurant le temple de Ram à Ayodhya, dans l'État d'Uttar Pradesh.

Des stars de Bollywood, des juges de la Cour suprême, des hommes d'affaires et des dirigeants politiques ont été emmenés par avion jusqu'au temple, dont la construction a coûté plus de 200 millions d'euros. Des militants de l'extrême droite hindoue ont organisé dans tout le pays des réunions et des projections publiques de la cérémonie, brandissant leur slogan « Jai Shri Ram » (« Victoire au Seigneur Ram »). Bien des musulmans et bien des pauvres sont restés chez eux ce jour-là, par crainte de violences de la part de ces militants survoltés.

L'agitation en faveur de la construction du temple de Ram a commencé en 1989-1990 lorsque le BJP a organisé des rassemblements et des manifestations dans tout le nord de l'Inde, affirmant que le dieu mythique Ram était né sur le site de la mosquée de Babri, élevée au 16e



Le premier ministre indien Narendra Modi, reçu à l'Elysée le 14 juillet 2023

siècle. Le 6 décembre 1992, le BJP et d'autres groupes hindous d'extrême droite ont démolé la mosquée. Des mois d'émeutes ont suivi dans toute l'Inde, au cours desquelles plus de 2 000 personnes, pour la plupart musulmanes, ont été tuées.

La cérémonie de Modi visait à détourner l'attention de la pauvreté et de la crise économique. Tout le monde n'est pas impressionné par la mise en scène de Modi. Les 29 et 30 janvier, plus de 10 000 candidats à un emploi dans les chemins de fer ont manifesté dans la ville de Patna pour protester contre l'absence d'offres d'emploi dans le secteur.

Malgré les 260 000 postes de cheminots vacants, le gouvernement a lancé un appel pour seulement... 5 696 postes de conducteurs de train ! La propagande chauvine et suprémaciste de Modi ne les décourage visiblement pas, et d'autres rassemblements de cheminots sont prévus dans les semaines à venir.

Le président, l'état-major et leur chair à canon

Zelensky vient de se décider de se débarrasser de son chef d'état-major, le général Zaloujny, pas assez docile et qui pouvait, dit-on, lui faire de l'ombre.

Cela intervient sur fond de mobilisation de nouveaux soldats à envoyer au front qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne soulève pas l'enthousiasme dans la population.

La Verkhovna Rada (le Parlement) n'a pas encore adopté de loi de mobilisation et Zelensky, pour calmer le sourd mécontentement que cela provoque, prétend qu'il a entendu les critiques faites au projet initial. Mais ni lui ni ses généraux ne disent toujours rien du retour dans leur foyer des hommes qui se battent maintenant depuis deux ans. Pourtant c'est ce que réclament depuis des mois des manifestations de femmes, mères et sœurs de soldats.

La mobilisation est déjà une réalité. Les hommes de 25 à 55 ans exemptés au titre d'un handicap de classe 3 ou 4 sont tenus de repasser un examen d'aptitude. L'objectif est d'en déclarer le plus possible aptes à aller tuer et se faire tuer. Même dans

les campagnes, où les paysans ont moins les moyens de se cacher des recruteurs, les garde-frontières et les médias font état d'hommes qui, pour fuir la conscription, se déguisent en bêtes sauvages ou revêtent des tenues de camouflage hivernal, voire plongent dans des rivières frontalières. Dans les villes, il est de notoriété publique que les hommes non encore mobilisés évitent les gares, les stations de métro, voire de sortir de chez eux, ou dorment à leur travail, de peur qu'on ne les rafle dans la rue.

Dans ces conditions, Zaloujny, auquel certains prêtent des ambitions politiques alors que l'image de Zelensky se dégrade, aurait-il pu chercher à exploiter ce mécontentement ? En tout cas, peu auparavant, la SBU (la police politique héritière du KGB), citée par le quotidien *Kievskia Pravda*, disait s'attendre à ce que des « désordres » se produisent contre l'éviction d'un général qui aurait dit tout haut que l'Ukraine est dans une impasse dans cette guerre, ce que beaucoup pensent. Ses propos avaient fait réagir Zelensky qui, lui, a associé son destin à une victoire mi-

litaire. Et cela, quoi qu'il en coûte à ceux qui sont censés l'arracher : le million de soldats que compte l'armée ukrainienne, et les classes populaires dont la majorité sont issus.

À cet égard, la promotion du général Syrky, ancien chef de l'armée de terre, à la tête de l'armée a tout pour inquiéter la population, et les mobilisés en particulier. Il a une réputation de galonné pour qui la peau de la piétaille ne compte pas.

Les parrains du régime Zelensky, les États-Unis et les États impérialistes européens dont la France, peuvent applaudir ce jusqu'aboutisme méprisant la vie des peuples. Après tout, s'il remplit les cimetières ukrainiens et russes, il remplit surtout les carnets de commandes des industriels de l'armement occidentaux et fait le bonheur de leurs compères financiers.

LES COMORES

Le choléra, Azali s'en lave les mains !

Vendredi 2 février, le ministère de la Santé a officiellement déclaré une épidémie de choléra aux Comores, à la suite de celle touchant l'est de l'Afrique.

En effet, peu de jours auparavant des échantillons testés sur des arrivants venus de Tanzanie se sont révélés positifs et ces personnes ont été isolées.

Les autorités ont alors demandé à la population de respecter quelques règles comme le lavage des mains, bien cuire ses aliments et boire de

l'eau potable, car la bactérie du choléra se transmet par les eaux ou les aliments souillés, et les mains sales.

Le problème, c'est qu'aux Comores, le taux d'accès à l'eau potable est de 19 %.

La crise de l'eau est telle à Moroni, la capitale de l'Union des Comores, que des quartiers entiers peuvent passer des jours, voire des semaines sans la moindre goutte d'eau.

Résultat : jeudi 15 février, on comptait trois décès de personnes

contaminées par le choléra, dont un adolescent de 15 ans.

On voit ce que valent les consignes d'hygiène données par le gouvernement comorien à la population. Ces morts sont à mettre sur le compte de la gabegie et de la corruption générale qui règne dans ce pays, à commencer par celles de ses dirigeants !

Darmanin s'aligne sur l'extrême droite

Darmanin a annoncé le 11 février que le gouvernement veut enlever, pour Mayotte, le « droit du sol » qui encadre les modalités d'acquisition de la nationalité.

Depuis 2018, ce droit était déjà soumis à des conditions restrictives à Mayotte. Avec l'abandon du droit du sol, les enfants nés dans ce département de parents étrangers ne pourront plus devenir français. Darmanin répond favorablement aux revendications de l'extrême droite, reprises par une majorité d'élus locaux. Il conforte les plus xénophobes et réactionnaires, par exemple, le sénateur Thani Mohammed Soihili qui propose d'imiter le Royaume-Uni, qui veut déporter les réfugiés au Rwanda, en trouvant un pays africain avec lequel passer des accords du même type. : « *Ceux qui arriveraient à Mayotte seraient immédiatement reconduits vers ce pays tiers pour y déposer leur demande. Cela concernerait aussi les Comoriens.* »

La visite de Darmanin va donner des ailes aux militants des Forces vives qui s'en prennent aux immigrés et se constituent peu à peu en milice. Ils ont commencé à se substituer à la police et ont contrôlé les papiers et les cartes d'embarquement de ceux qui voulaient prendre la barge qui rallie Petite-Terre, où se situe l'aéroport ! Tout cela sous le regard complice des policiers. Ils ont aussi barré l'accès à des lotissements HLM pour contrôler qui y habite et empêcher que des étrangers puissent y être logés. Mardi 6 février, ils ont brûlé les matelas des réfugiés qui dorment

dans la rue près des locaux de l'association Solidarité Mayotte, qui tente de venir en aide aux migrants et est pour cela la cible des xénophobes.

La population de Mayotte est excédée par la délinquance, par les gangs qui s'en prennent aux petits commerces, aux écoles, voire qui érigent des barrages pour rançonner les automobilistes. Mais ce n'est ni en condamnant des milliers d'enfants à la misère ni en leur enlevant la possibilité de devenir français que les Mahorais pourront vivre en paix.

La répression qui sévit à Mayotte, où plus de 25 000 pauvres sont renvoyés chaque année aux Comores, tout comme l'opération Wuambushu au printemps 2023, ont laissé des milliers de mineurs livrés à eux-mêmes dans les bidonvilles. Environ 15 000 enfants ne seraient pas scolarisés. Si certains de ces enfants finissent dans des gangs, ce

n'est pas parce qu'ils sont étrangers, mais parce que l'État français les a privés de leurs parents !

L'absence de logements, d'écoles, de places à l'hôpital et même d'un système de santé digne de ce nom vient du mépris de l'État français pour le sort des habitants de l'archipel.

Lors de l'indépendance des Comores, la France a voulu maintenir Mayotte dans son giron pour des raisons stratégiques et économiques, pas pour assurer un avenir à sa population, que les gouvernements successifs méprisent autant que les étrangers désignés comme boucs émissaires.



Des bangas, accrochés à la colline de Kawéni, un quartier de Mamoudzou

Droit du sol : la campagne xénophobe relancée

Le coup de menton de Darmanin à propos du droit du sol à Mayotte vise à montrer que le gouvernement est intraitable avec les étrangers.

Il relance, en métropole, la campagne xénophobe alimentée par les longs mois du débat parlementaire sur la loi Asile et Immigration. Toutes les variantes de l'extrême droite ont d'ailleurs salué cette proposition et réclamé que cette mesure s'applique à l'ensemble du pays.

Le droit du sol, écorné ou remis en cause à de nombreuses reprises dans le passé, notamment avec les lois Pasqua en vigueur entre 1993 et 1998, permet qu'un enfant né en France de parents étrangers devienne

français à sa majorité ou à partir de ses 13 ans, sous certaines conditions restrictives. Ce droit du sol n'est ni un privilège, ni une protection, ni une rente. Un riche étranger disposant d'un solide réseau de relations dans l'appareil d'État ou le monde des affaires a bien plus de droits et de facilités qu'un enfant né en France d'une mère étrangère femme de ménage.

La remise en cause du droit du sol, comme la déchéance de la nationalité ou l'instauration de la préférence nationale pour toucher des allocations familiales ou de logement, sont devenus les hochets des politiciens qui font de la xénophobie leur fonds de commerce électoral. La

suppression du droit du sol à Mayotte nécessitant une loi, et sans doute une révision constitutionnelle, le petit milieu des politiciens et journalistes va pouvoir se disputer pendant des mois en s'accusant de laxisme ou en invoquant les « valeurs de la République », chaque clique monnayant ses voix pour fournir à Macron la majorité qu'il n'a pas.

Cette propagande odieuse est un poison mortel. Elle sème la division entre les exploités et sert à cacher les véritables responsables des bas salaires, du chômage et de la violence.

Un "rideau de fer maritime" meurtrier

La suppression du droit du sol ne pouvant se décréter, Darmanin a annoncé une série de mesures xénophobes et sécuritaires immédiates : un « rideau de fer maritime » contre l'immigration illégale et une nouvelle opération de démantèlement de bidonvilles, nouvelle chasse aux plus pauvres.



L'îlot de M'tsamboro, où débarquent habituellement les migrants anjouanais

Le bras de mer qui sépare l'île comorienne d'Anjouan de celle de Mayotte est déjà devenu un cimetière marin depuis que la France a imposé une frontière en 1995. Les femmes et les hommes qui fuient la misère ou qui veulent rejoindre leur famille, se lancent sur l'océan dans des embarcations de fortune, les kwassas-kwassas. Le Sénat avait estimé que plus de 10 000 personnes étaient mortes lors

de la traversée entre 1995 et 2012. Une autre partie des migrants qui arrivent à Mayotte viennent d'Afrique. Ils sont environ 1 500 à avoir fui la guerre civile qui ravage le Kivu en République Démocratique du Congo (RDC) ou la famine qui frappe la Somalie.

Tous les « rideaux de fer » du monde n'empêcheront pas ceux qui fuient les atrocités de tenter le passage, comme en Méditerranée. Des réfugiés africains du campement de Cavani à Mamoudzou, chef-lieu de l'île, ont témoigné dans un journal local. Impossible de retourner en RDC où leur village a été ravagé par l'armée congolaise et les groupes rebelles. L'un d'eux raconte : « *Je n'avais pas le choix, pour vivre il fallait fuir.* » Une femme a perdu son mari et quatre de ses sept enfants dans la traversée. Aujourd'hui, elle vit sous une tente, sans eau potable ni sanitaires, et ses trois enfants qui ont survécu à la traversée sont maintenant malades.

Les mesures annoncées auront pour seul effet d'engendrer de nouvelles victimes parmi ceux qui prennent la mer et de durcir encore la vie des survivants.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282